

# NOUS NE NOUS RÉSIGNERONS JAMAIS !



Nous sommes tous partis pour un combat, pour une lutte au long court. Tout au long de ces six dernières semaines, entrecoupées de deux journées de grève et d'un appel à manifester (3 mai, 22 mai et samedi 26 mai), nous avons essayé de mobiliser. Du 26 avril au 18 mai, au niveau départemental avec Solidaires, la CFDT et FO nous sommes allés pendant la campagne d'informations d'impôt sur le revenu sur les parkings des Centres des Finances publiques interpellier les usagers. Nous avons ainsi recueilli plus de 1.500 signatures pour le maintien des services de public de proximité dignes de ce nom. À part quelques irréductibles, anti-fonctionnaires, les remarques des usagers ont porté aussi sur le démantèlement des bureaux de poste, la fermeture des petits hôpitaux, l'installation de déserts médicaux (*même dans des zones très touristiques*). Une très grande majorité de citoyens mesure aujourd'hui que le droit à l'information fiscale, le

décodage des textes législatif passent par une réception physique de proximité et de qualité et qu'internet n'est pas la panacée bien au contraire. L'obligation déclarative par internet, la réduction des horaires d'ouvertures sur certains sites ont été très critiquées ainsi que la difficulté à joindre téléphoniquement les services. Mais les usagers ont bien compris que la réduction des horaires était aussi la conséquence d'une réduction drastique des effectifs et la mise à mort programmée des petites structures. La généralisation de plateformes téléphoniques est aussi très mal perçue par les usagers. Lors de ces 8 journées, hormis les journalistes de la presse locale, quelques maires de petites communes sont venus aussi aux renseignements et un rendez-vous est pris avec un maire dont le Centre des Finances Publiques est en danger à moyen terme.

Nous l'avons constaté, et ceci sur toutes les résidences (*y compris sur La Rochelle et Saintes*), il y a de la colère parmi une grande partie des usagers sur la casse des services publics de proximité et nos hiérarques (*hauts fonctionnaires*) en prennent aussi pour leur grade. «Corrompus», «vendus» sont des termes qui reviennent de plus en plus souvent. Nous avons été étonnés de l'élargissement du fossé entre une classe politique nationale obnubilée par le tout numérique et le grand nombre de citoyens des zones péri-urbaines et rurales (*mais pas que*) qui se sentent abandonnés par l'Etat. Ce sentiment génère un fatalisme qui nourrit une radicalisation des esprits.

## POUR CE QUI CONCERNE LES AGENTS...

On a constaté que la période n'est pas pour l'instant propice aux envolées contestataires et nous devons bien le reconnaître par peu de présence entre 08:30 et 09:30 (sauf sur 2 CDFP) pour tracter et discuter avec les redevables dans un autre contexte que le boulot. La période semblerait donc être plus proche de la résignation et de la mobilisation par procuration dont on connaît tous malheureusement les limites. Les YAKA et FAUCON que nous entendons parfois auront bon dos à l'heure des reproches. Néanmoins, la journée de grève du 22 mai vient contredire en partie cette impression. Le taux de gréviste montre que dans les SIP, certains SIE frôlent les 50% chez les cadres B et C et dépasse 70% dans les SPF pour les contrôleurs. [ici](#)

## POUR CE QUI CONCERNE LES CHEFS DE SERVICE (A+), C'EST TRÈS CONTRASTÉ.

Nous n'oublions pas que 20% d'entre eux se sont mis en grève le 22 mars 2018, car ils ont compris que leurs têtes étaient désormais sur le billot des réformes à venir. On ne peut sucrer autant de postes d'agents de base (*cadres B et C*), 211 postes en 8 ans dans le 17, fermer autant de structures, prévoir la réduction de postes de commandement, sans qu'un jour le couperet ne tombe. **La question du nombre de A+ c'est-à-dire le taux d'encadrement va se poser** et c'est par ce biais que le ministère va finir de scier les dernières branches. Sans oublier le **reclassement comptable des postes qui s'annonce destructeur et ultraconcurrentiel en terme de postes à pouvoir.**

Nous savons aussi qu'une partie n'accepte pas non plus le démantèlement de cette administration et ses conséquences sur les agents de bases et la population



Nous avons noté aussi que certains (trop peu) venaient de leur propre chef prendre part à la discussion avec les représentants du personnel lors de ces mobilisations. Mais il est bien loin le temps où les chefs de postes (petites trésoreries) prenaient leurs bagnoles pour emmener les agents aux manifestations

Et nous avons toujours nos champions ! Certains disent surveiller les pointeuses et menacent en cas de dépassement de décompter une journée de grève. Un autre téléphone à un agent gréviste le 03 mai pour lui reprocher vertement de ne pas l'avoir informé. Et d'autres viennent sur le parking où ont lieu ces manifestations pour houspiller un agent qui ne tiendrait pas selon lui pas le bon discours à un redevable. Et la liste n'est malheureusement pas exhaustive.

Nous savons une chose : c'est que nous sommes tous dans le même bateau et que celui-ci en train de couler. C'est d'une mobilisation générale dont nous avons besoin. Le 11 juin, nous allons de nouveau proposer avec d'autres organisations syndicales une action symbolique. Nous aurons besoin de la présence de tous les agents Rochelais, y compris les chefs de service.

Parce que nous représentons la CGT, nous continuerons à proposer des mobilisations pour inverser le rapport de force et face, au mépris de ce gouvernement, il n'y a qu'une seule réponse : la ténacité.

## LA DEXINTOXICATION DU GUICHET DEMARRE

Maintenant, la règle qui se met en place progressivement sur le département est de refuser la délivrance des avis d'imposition pour les usagers se déplaçant dans les centres. Consigne est donnée de revenir le vendredi de la semaine suivante.. Cela a été mis en place sur Neuilly, Saint Ouen, Villepinte, Bobigny, tandis qu'à Noisy- Le-Sec on a décidé de faire perdre du temps aux agents comme aux usagers en envoyant les avis par courrier au domicile des usagers. Résultat, des tensions supplémentaires dans les accueils et l'écoeurement des usagers renvoyés à leur compte [impots.gouv](http://impots.gouv).

Individuellement, des agents font de la résistance en délivrant sous le manteau les avis aux usagers qui le réclament, cristallisant les tensions dans les SIP. Notre syndicat soutiendra et appuiera bien entendu tous les agents qui individuellement ont fait ce choix et nous invitons les agents à débattre d'un refus collectif d'appliquer cette consigne : par service ou même par secteur, organisons-nous pour défendre le service public !

Nous reprenons ici un article de la CGT de la Seine saint Denis (*publié en mai 2018*), sur l'installation d'une réforme imaginée il y a quelques mois par les hiérarques de Bercy. Soyons clair, ce n'est ni plus ni moins que l'application d'une politique de réduction des coûts qui s'apparente à de la pauvrophobie. Rappelons que ce genre de décision est prise par des fonctionnaires dont la rémunération dépasse largement les 15.000 € mensuels, payée par la collectivité pour assurer l'intérêt général. Rappelons que ces décisionnaires sont aussi trop peu confrontés dans l'exercice de leurs missions à la partie de nos concitoyens qui ne maîtrisent pas l'Internet et qui se trouvent (*et plus particulièrement dans le 93*) dans des situations socialement précaires. La fracture numérique est souvent doublée de la fracture sociale. Que la Seine Saint Denis démarre en premier ce type de réforme est tout sauf un hasard. Autant dire que nous n'avons pas la même conception et notion du service au public. Dans le 93, fournir au guichet un simple avis d'imposition devient, un acte de désobéissance et en même temps un acte de civisme. C'est l'application du fameux "*en même temps*" ou si vous préférez "*les contractions macroniennes*", nous préférons dire que l'on marche sur la tête.

<http://www.dgfip.cgt.fr/17>

